

Une économie pour tous

Partage international n° 329 - Février 2016

Interview de Christian Felber par Andrea Bistrich

Peut-on imaginer un monde sans capitalisme et sans marchés financiers ? Christian Felber, le fondateur de la branche autrichienne d'ATTAC, répond clairement : oui, c'est possible. Il a développé un modèle économique différent : l'économie du bien commun. Finies la poursuite du profit individuel et la concurrence ; l'objectif est aujourd'hui la coopération et la recherche du bien-être pour le plus grand nombre. C. Felber est l'auteur de plusieurs livres, parmi lesquels L'Economie citoyenne - un mouvement a vu le jour. Andrea Bistrich l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *De nombreux pays connaissent actuellement de grandes difficultés dans le cadre des mesures d'austérité mises en place et de l'augmentation de leur dette. Pourquoi les mesures anticrise semblent-elles inefficaces ?*

Christian Felber : Parce que l'objectif des gouvernants n'est pas de trouver une solution à la crise, mais de servir les intérêts de ceux qui possèdent des actifs financiers - et des traders qui en font négoce. Ils veulent sauver le système financier capitaliste, pas protéger les gens ou faire en sorte qu'ils aient une vie digne.

PI. *La crise économique est là depuis longtemps et aujourd'hui, même les économistes mettent en garde contre un effondrement financier global imminent.*

CF. On a déjà eu la grande crise de 1929, suivie par le fascisme et la Seconde Guerre mondiale. La pause qui a suivi a été de courte durée. Avec l'effondrement du système de Bretton Woods, les privatisations et la dérégulation qui en ont découlé, les crises financières se sont succédées. En fait, les crises sont inhérentes au capitalisme. Nos gouvernants croient dans ce système, sans vraiment comprendre qu'il présente une prédisposition intrinsèque aux crises et une tendance à accentuer les inégalités et la concentration du pouvoir. Ils veulent préserver ce système parce qu'ils sont faibles ; ils font preuve d'immobilisme, de complaisance, et ils ont peur car ils dépendent des pouvoirs financiers pour leur survie. Et donc, leurs décisions vont toujours à

l'encontre des intérêts de ceux dont ils sont censés être les représentants. Bien sûr, ce n'est pas nécessairement le cas au niveau de la gouvernance d'une petite ville, mais ça l'est toujours au niveau national et supranational.

PI. *Selon vous quel est la cause principale des difficultés actuelles ?*

CF. La cause est liée au système capitaliste. Le capitalisme n'a jamais promis de promouvoir le bien commun, même si ses défenseurs le prétendent souvent. Le but du capitalisme est l'augmentation du capital, même si ça doit réduire des peuples entiers à la misère, provoquer l'éclatement de bulles financières ou la destruction de l'environnement et le changement climatique. Le capitalisme ne promeut ni les droits de l'homme, ni le développement durable - qu'il considère même comme des effets secondaires plutôt superflus et souvent même comme des obstacles au business.

PI. *Certains affirment que la justice économique est une vue de l'esprit.*

CF. Si on peut partager un gâteau en dix parts, ou une propriété agricole entre trois exploitants, ou encore mettre en place des réseaux participatifs de distribution de nourriture, comme on le voit aujourd'hui un peu partout, alors on peut parfaitement construire un nouvel ordre économique juste et équitable.

PI. *Quelles en seront les bases ?*

CF. Sa base sera le peuple, souverain comme dans toute démocratie, qui devra se réapproprier la responsabilité de la gestion de sa vie, et exprimer clairement son niveau d'exigence d'équité et de la justice. C'est ça la démocratie souveraine. Ça s'apprend, et ça se développe par l'éducation populaire. Par exemple, nous avons fait une étude sur la perception de ce que pourrait être une inégalité de revenu maximale. Le résultat a été un ratio de 1 à 10, le revenu maximal ne pouvant donc dépasser dix fois le montant du revenu le plus faible. Je rappelle qu'en Allemagne, ce ratio est de 1 à 6 000, et qu'il est de 1 à 350 000 aux Etats-Unis !

PI. *Vous prônez donc la démocratie directe pour une plus grande justice ?*

CF. Exactement. Tant que les décisions fondamentales seront prises par les partis politiques au pouvoir, comme c'est le cas aujourd'hui dans nos démocraties indirectes, il y aura peu de chances que

la justice règne. Les gens, les électeurs, ne voteraient jamais pour les banques et les institutions financières qui dirigent le système économique et politique, déposent leur capital dans les paradis fiscaux, prêchent la dérégulation des échanges commerciaux et les brevets sur les êtres vivants. Toutes ces décisions sont prises par les gouvernements et les « représentants du peuple » au sein des parlements.

PI. *Qu'entendez-vous par « économie du bien commun » ?*

CF. L'économie du bien commun comprend beaucoup d'éléments propres à l'économie de marché, mais réorientés vers la promotion du bien commun. Plus les investissements et les entreprises démontreront des valeurs éthiques, plus grande sera leur attractivité. Les produits et services éthiques deviendront moins onéreux pour les consommateurs que ceux qui ne le sont pas. La concurrence entre les acteurs du commerce sera perçue négativement alors que la coopération et la solidarité auront la faveur des consommateurs. Des boucles de rétroaction négative empêcheront la concentration des pouvoirs et la création de conglomérats. On assurera ainsi l'égalité des chances, des libertés et des droits. On va fermer le grand casino financier mondial. Les activités génératrices de revenus se développeront de plus en plus dans des secteurs où aucun échange monétaire n'est nécessaire, comme l'auto-emploi, les économies de subsistance, les réseaux participatifs de voisinage, le troc, le don, les coopératives communales et le travail communautaire. Lorsque la durée légale du travail sera réduite à 20 heures, on aura beaucoup plus de temps pour se consacrer à d'autres formes de création de valeur. La créativité humaine fleurira pour engendrer d'autres modes de vie.

PI. *En d'autres termes, nous travaillerons tous pour le bien commun et non plus pour la croissance monétaire et l'optimisation des profits...*

CF. Oui, et c'est bien cela l'objectif de toute économie véritable : le bien commun. Et ce bien commun doit être démocratiquement défini, sur la base d'indices comme l'*Indicateur du vivre mieux* et le *Bonheur national brut*. Nous voulons voir des peuples libres et souverains identifier les 20 critères de qualité de vie qu'ils considèrent comme les plus importants. Ces critères seront réévalués chaque année, et ils inspireront et conditionneront l'ensemble des politiques économiques. Un sondage du ministère de l'Environnement montre que 67 % des Allemands sont en faveur d'une telle idée. Seulement 18 % des personnes interrogées souhaitent que le PIB reste la mesure clé de la politique économique et sociale. Les gens sont souvent beaucoup plus progressistes que les

politiciens parce que ces derniers servent les intérêts d'un groupe réduit de puissants, et ils ont tendance à consulter des économistes conservateurs qui font la sourde oreille aux idées nouvelles.

PI. *En quoi une telle économie du bien commun pourrait-elle intéresser les entreprises ?*

CF. Parce qu'en offrant des produits et des services qui servent le bien commun elles vont contribuer à créer de nouvelles valeurs tout en maintenant leur rentabilité. Investir dans des produits superflus et inutiles ou qui dégradent l'environnement perdra tout intérêt économique et financier. Le capital ira spontanément vers les produits éthiques, utiles, et durables, selon des critères écologiques et humains plutôt que selon le seul critère du profit maximum à court terme.

PI. *Que deviendra l'argent, la monnaie*

CF. L'argent doit devenir un bien public. Les règles du système monétaire seront fixées de façon démocratique. A cet égard, nous avons imaginé des « assemblées monétaires décentralisées » qui discuteront les questions techniques avant de les soumettre au vote citoyen souverain. L'argent redeviendra un outil au service du bien commun. Une banque centrale publique gérée démocratiquement pourrait être en charge des dépenses et assumer une part de la dette nationale. Avec pour les banques et les bourses des critères stricts d'engagement dans le bien commun - des prêts disponibles uniquement pour des investissements dans l'économie réelle afin d'éviter la spéculation financière, des garde-fous pour limiter les inégalités et un système monétaire mondial coopératif basé sur les idées de John Maynard Keynes.

PI. *L'un de vos livres est intitulé La coopération plutôt que la compétition - 10 étapes pour sortir de la crise. Nous sommes conditionnés depuis le plus jeune âge pour être sans cesse en compétition avec les autres dans tous les domaines de la vie. Est-ce qu'on peut apprendre la coopération ?*

CF. Nous avons appris la concurrence, nous saurons bien apprendre la coopération. Ça peut se faire dès l'école, par le jeu. On fait faire aux enfants l'expérience de la compétition et de la coopération par le jeu, puis on les fait réfléchir ensemble sur ces expériences. Des études ont montré que si les enfants ont le choix entre ces deux alternatives, ils choisissent la coopération. Je définis la coopération comme « la mise en commun d'objectifs et de réalisations », contrairement à la concurrence qui serait « l'exclusivité individuelle d'objectifs et de leur réalisation ». Le facteur de motivation fondamental dans la coopération est l'instauration de rapports humains gratifiants ; alors que la compétition est

basée sur la peur. Quand les gens deviennent conscients de cela, ils sont capables de se libérer et de modifier leurs réflexes comportementaux conditionnés et leurs attitudes.

PI. *Est-ce que le partage des ressources joue un rôle dans l'économie du bien commun ?*

CF. L'éthique du respect de la nature implique qu'il ne peut y avoir aucun droit de propriété sur la nature. Ce sera la fin du génie génétique dans l'agriculture, de l'accaparement des terres par les fonds d'investissement, de la grande propriété foncière et de la spéculation immobilière. Nous avons aussi développé l'idée d'une charte écologique des droits de l'homme impliquant le partage équitable des ressources biologiques de la planète entre tous les hommes.

Chaque individu a droit à la consommation d'une part des ressources naturelles. Au début de chaque année, on pourrait porter cette part sur une carte de crédit écologique. Et si on épuise son crédit avant la fin de l'année, ça entraînera la mise en place de pénalités.

PI. *L'économie du bien commun est un concept qui n'a encore jamais été mis à l'essai. Qu'est-ce qui vous permet de penser qu'il ne restera pas une utopie ?*

CF. Parce qu'on voit d'ores et déjà des centaines d'entreprises, des dizaines de gouvernements locaux, de municipalités, qui mettent spontanément en œuvre un tel système ; de nombreuses universités l'étudient, des écoles modifient leurs programmes scolaires, des événements publics sont organisés... Le Comité économique et social européen a adopté avec 86 % de votes en faveur d'un texte affirmant qu'une économie du bien commun est réalisable et viable. L'université de Valence va créer une spécialité Economie du bien commun. Et l'université de Barcelone a proposé la création d'une direction de l'Unesco sur le thème de l'économie du bien commun.

PI. *Existe-t-il déjà quelque part des signes positifs montrant l'intérêt de l'économie du bien commun ?*

CF. Oui bien sûr. On en voit un peu partout dans le monde. Le Bhoutan a mis en place l'Indice du Bonheur National Brut ; l'économie sociale et solidaire se développe dans le monde entier ; Mondragón en Espagne est une immense coopérative

employant 80 000 personnes ; on voit de plus en plus de banques éthiques, de commerce équitable ; l'Islande étudie une réforme profonde de son système monétaire ; la Namibie a initié une première phase pour introduire un revenu de base universel ; en Italie, il y a le référendum abrogatif ; la Suisse pratique couramment les référendums d'initiative populaire, et le canton d'Argovie a déjà introduit le facteur 10 comme limite de l'inégalité des salaires dans les banques publiques ; 300 entreprises ont déjà mis en place le « Bilan bien commun » dans leur comptabilité ; la première Banque pour le bien commun vient d'être créée à Vienne ; la première Bourse régionale du bien commun est en train de s'organiser à Valence. Nous voulons fédérer et aider toutes ces initiatives locales pour former une image globale de l'évolution de la situation et inspirer d'autres initiatives semblables.

PI. *Comment s'impliquer dans ce mouvement ?*

CF. Chacun peut contribuer au changement en modifiant en premier lieu ses propres modèles individuels, ses valeurs et ses modes de consommation et de vie en général. Et puis on peut participer à la création d'assemblées économiques démocratiques pour influencer les politiques gouvernementales et contribuer au renouveau global de l'économie.

PI. *Vous avez récemment parlé de vos racines spirituelles disant qu'elles sont une source d'inspiration dans votre travail.*

CF. Très tôt, j'ai perçu l'unité de toutes choses, et toutes mes valeurs ont évolué à partir de là. Ces valeurs sont intemporelles et constituent les principes sous-jacents de l'économie du bien commun. De cette connexion naît une puissance créatrice à laquelle chacun peut accéder si on le veut - avec un peu de courage.

Pour plus d'information :

<http://www.common-good-economy.org/fr>

Auteur : Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhaching (Allemagne).

Thématiques :

Rubrique : [Entretien](#) ()